

20 MINUTES (AVRIL)

Social. Délégation à la préfecture **La CGT demande au préfet de soutenir la filière bois/papier**

Une délégation CGT de la filière bois-papier-communication graphique régionale, a été reçue hier matin par le préfet Dominique Bur. Représentant plusieurs entreprises, ces délégués syndicaux ont exposé la situation économique et ont demandé au préfet de mettre en place une ou plusieurs commissions pour réfléchir à l'avenir de ce secteur d'activité qui emploie plus de 8 400 personnes en Midi-Pyrénées. Le préfet a accueilli favorablement cette initiative. La CGT demande une valorisation de la filière forêt/bois/papier qui passerait par le développement d'une politique industrielle dans les bassins papetiers de la région s'inscrivant dans le développement durable et l'aménagement du territoire. Défense d'une production de première nécessité et de haute technicité, gestion des emplois, maintien et développement d'un savoir-faire régional, compétitivité face à la concurrence espagnole... autant de thèmes que les syndicats souhaitent aborder autour d'une table par les industriels, les salariés et les élus.

LA DEPECHE DU MIDI (AVRIL)

SOCIAL

ILS MONTRENT DE QUEL BOIS ILS SE CHAUFFENT

Les salariés de la filière bois-papier ne veulent pas être les prochaines victimes de la tempête Klaus. Confrontés depuis de nombreuses années à des difficultés dans leur secteur d'activités, les représentants du syndicat Filpac-CGT étaient reçus hier par le préfet de la région.

La création d'un label régional ou encore l'arrêt des licenciements étaient au menu de leurs propositions de travail. « Nous voulons mettre en place une véritable politique régionale industrielle pour cette filière qui emploie 8 400 personnes. Par exemple, on s'aperçoit que tous les gros groupes s'approvisionnent en papier un peu partout alors qu'ils pourraient consommer du papier produit localement », insiste Jean-Pierre Combebiac du syndicat. Cela permettrait à l'économie de certaines zones géographiques de se maintenir à flot, notamment Saint-Gaudens où l'entreprise Tembec, en chômage partiel au mois de mars, fait vivre indirectement 2 500 personnes. ■

B. C.